

ASSOCIATION L'ESSOR
Association Nationale Reconnue d'Utilité Publique

79 bis rue de Villiers
92200 NEUILLY SUR SEINE
SIREN : 775 657 695
APE : 8720 A

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

ASSOCIATION L'ESSOR
72 bis rue de Villiers
92200 NEUILLY SUR SEINE
SIREN : 775 657 695
APE : 8720 A

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'ESSOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Le résultat des activités sous gestion contrôlée qui a un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification et de contrôle (Règles et méthodes comptables §3.4.1).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles **L.821-53 et R.821-180¹** du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les traitements comptables des subventions d'investissement et des fonds dédiés, (incluant la prise en compte des changements de méthode comptable pour cet exercice), sont conformes aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, et ont été correctement appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

¹ L'article R.823-7 a été recodifié à l'article R.821-180 à compter du 1^{er} février 2024 (article 10 du décret n°2023-1394 du 30 décembre 2023 modifié par le décret n°2024-60 du 31 janvier 2024).

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'**article L.821-55** du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

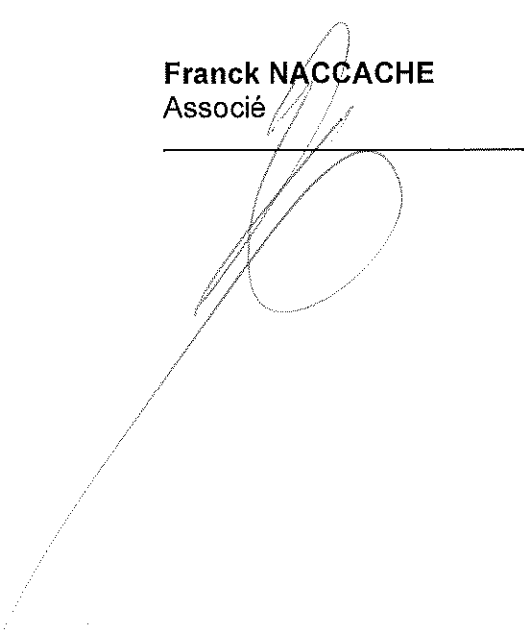
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-Sous-Bois, le 19 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Franck NACCACHE
Associé

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over a horizontal line. The signature is cursive and appears to be 'FN' or similar, with a long, sweeping tail that extends downwards and to the left.



COMPTES ANNUELS



ASSOCIATION L'ESSOR
BILAN PROPRE AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	354 051	354 051		
Frais de recherche et de développement	35 376	28 125	7 251	9 549
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits, licences, logiciels	400 381	364 748	35 633	64 209
Autres immobilisations incorporelles	75 628	33 728	41 900	17 766
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immob. incorp.				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 502 192	61 173	1 441 019	969 310
Constructions	50 733 049	30 325 401	20 407 648	20 454 670
Instal. techniques, mat. et outillage indus.	9 671 995	7 285 052	2 386 942	2 405 812
Autres immobilisations corporelles	24 939 055	15 523 912	9 415 143	8 336 723
Immobilisations corporelles en cours	298 342		298 342	458 148
Avances et acomptes sur immob. corp.	67 177		67 177	116 515
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	275 478		275 478	275 478
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	216 510	21 000	195 510	216 510
Autres titres immobilisés	2 654 636		2 654 636	4 653 112
Prêts	48 439		48 439	45 804
Autres immobilisations financières	10 293 358		10 293 358	7 198 924
ACTIF IMMOBILISE - TOTAL I	101 565 665	53 997 189	47 568 476	45 222 531
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	29 208		29 208	28 424
Matières premières et autres approvisionnements				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	41 597		41 597	49 618
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 243 226	178 773	5 064 453	6 210 325
Créances reçues par legs ou donations	21 731		21 731	21 731
Autres créances	8 858 522	65 424	8 793 098	8 773 090
Valeurs mobilières de placement	10 000 000		10 000 000	2 000 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	11 798 731		11 798 731	21 698 392
Charges constatées d'avance	407 136		407 136	337 239
ACTIF CIRCULANT - TOTAL II	36 400 151	244 196	36 155 955	39 118 818
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	137 965 817	54 241 385	83 724 431	84 341 349

ASSOCIATION L'ESSOR
BILAN PROPRE AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 549	8 549
Fonds propres complémentaires	9 707 841	9 707 841
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	939 249	939 249
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	17 989	17 989
Réserves des activités sociales et médico-soc.	27 188 230	24 576 124
Autres réserves	1 628 343	1 628 343
Report à nouveau	1 523 751	3 235 166
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	543 337	2 253 169
Excédent ou déficit de l'exercice	928 059	341 980
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	883 790	95 327
Situation nette (sous total)	41 942 012	40 455 241
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 274 461	3 447 895
Provisions réglementées	5 701 483	5 292 751
FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I	50 917 955	49 195 887
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	297 209	297 209
Fonds dédiés	9 546 166	10 094 486
<i>dont fonds des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	8 796 078	9 323 962
FONDS REPORTES ET DEDIES - TOTAL II	9 843 375	10 391 695
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	462 162	887 138
Provisions pour charges	2 401 392	2 782 080
PROVISIONS - TOTAL III	2 863 554	3 669 218
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	7 117 871	7 645 527
Emprunts et dettes financières diverses	14 913	245 945
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	185 793	675 449
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 083 390	1 936 473
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	7 525 821	8 020 141
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	337 681	296 052
Autres dettes	2 630 879	2 094 780
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	203 198	170 182
DETTES - TOTAL IV	20 099 547	21 084 548
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	83 724 431	84 341 349

ASSOCIATION L'ESSOR
COMPTE DE RESULTAT DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	820	960
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	624 759	687 661
<i>ventes de marchandises*</i>		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations	1 966 804	1 969 368
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	74 665 793	72 199 550
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	26 958	21 744
Mécénats	617	5 169
Legs, donations et assurances-vie	3 500	26 805
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 567 971	2 324 121
Utilisation des fonds dédiés	821 364	782 551
Autres produits	4 658 680	4 515 172
Total I	85 337 266	82 533 101
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	311 645	286 098
Variation de stock	- 961	- 6 500
Achats de matières premières et autres approvisionnements	253 307	204 528
Variation de stock	177	- 744
Autres achats et charges externes	20 120 775	19 411 041
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 261 035	4 994 408
Salaires et traitements	36 378 025	35 219 660
Charges sociales	16 861 516	16 378 347
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 039 536	5 443 143
Reports en fonds dédiés	277 516	314 817
Autres charges	59 234	51 453
Total II	84 561 804	82 296 252
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	775 461	236 849

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	24 558	15 922
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	855 597	103 868
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	880 155	119 790
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	21 000	
Intérêts et charges assimilées	821 329	255 357
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	842 329	255 357
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	37 826	- 135 567
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	813 287	101 282
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	162 720	48 203
Sur opérations en capital	967 461	1 196 469
	10 501	10 582
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	1 140 682	1 255 254
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	129 915	11 013
Sur opérations en capital	235 037	49 841
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	597 971	953 703
Total VI	962 922	1 014 556
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	177 760	240 698
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	62 988	
Total des produits (I+III+V)	87 358 103	83 908 144
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	86 430 044	83 566 165
EXCEDENT OU DEFICIT	928 059	341 980

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	232 599	217 209
Prestations en nature		
Bénévolat	1 394 079	627 948
Total	1 626 677	845 157
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	232 599	217 209
Prestations en nature		
Personnel bénévole	1 394 079	627 948
Total	1 626 677	845 157

ANNEXE

1	Préambule	9
2	Présentation de l'association et de ses activités	9
2.1	Présentation de l'association	9
2.2	Faits significatifs	10
3	Règles et méthodes comptables	10
3.1	Principes comptables	10
3.2	Evènements postérieurs à la clôture	10
3.3	Changements de méthodes comptables	10
3.4	Principales méthodes utilisées	11
3.4.1	Agrégation des comptes annuels	11
3.4.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	11
3.4.3	Immobilisations financières	12
3.4.4	Biens et créances reçus par legs et donations destinés à être cédés	12
3.4.5	Stocks	12
3.4.6	Créances et dettes	12
3.4.7	Subventions d'investissement sur biens renouvelables	12
3.4.8	Provisions réglementées	12
3.4.9	Engagements retraite	12
4	Informations relatives au bilan	13
4.1	Actif	13
4.1.1	Tableau des immobilisations	13
4.1.2	Tableau des amortissements	14
4.1.3	Tableau des dépréciations	14
4.1.4	Tableau des filiales et participations	15
4.1.5	Etat des créances	15
4.1.6	Détail des produits à recevoir	15
4.1.7	Evaluation des valeurs mobilières de placement	16
4.2	Passif	16
4.2.1	Variation des fonds propres	16
4.2.2	Report à nouveau	17
4.2.3	Résultat effectif des établissements et services	18
4.2.4	Fonds reportés liés aux legs et donations	19
4.2.5	Tableau de suivi des fonds dédiés par nature	19
4.2.6	Tableau des provisions pour risques et charges	20
4.2.7	Etat des dettes	20
4.2.8	Détail des charges à payer	21
5	Informations relatives au compte de résultat	21
5.1	Charges et produits exceptionnels	21

5.2	Tableau de suivi des legs, donations et assurances vie	21
6	Autres informations.....	22
6.1	Contributions volontaires en nature.....	22
6.2	Engagements hors bilan.....	23
6.2.1	Garanties d'emprunt	23
6.2.2	Crédits confirmés.....	23
6.3	Effectif au 31/12/2023.....	24
6.4	Honoraires du commissaire aux comptes	24
6.5	Information sur les rémunérations des dirigeants	24

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	83 724 431 €
- Total du compte de résultat (Produits)	87 358 103 €
- Résultat de l'exercice (Excédent)	928 059 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'association

L'association L'ESSOR, fondée en 1939 et reconnue d'utilité publique en 1958, a pour but de venir en aide à toute personne en difficulté en mettant en œuvre les moyens nécessaires à son épanouissement, son bien-être et son insertion sociale, notamment dans les domaines de l'information, de l'éducation, de l'accompagnement, de la formation, de l'emploi, du logement et des conditions de vie, des soins.

Son siège social est basé à Neuilly-sur-Seine (92). Ses établissements et services autorisés sont regroupés en 17 dispositifs :

- L'ESSOR Enfance et Famille (MECS Quennessen , SAED de Neuilly-sur-Seine, Centre maternel Le Tilleul, AEAD-AEMO, Prévention spécialisée, CER Malakoff et SAIL)
- L'ESSOR DEMY (MECS)
- L'ESSOR Tolosan (MECS Toulouse, Dispositif d'Accueil à Domicile, ITEP et SESSAD)
- L'ESSOR Avenir Enfance (Centre maternel parisien)
- L'ESSOR La Forêt (DITEP)
- L'ESSOR ITEP77
- L'ESSOR Clairval (DITEP)
- L'ESSOR Le Bel Air (EAM, SESSAD)
- L'ESSOR CEOP (IME, SESSAD)
- L'ESSOR Jeanne de Lestonnac (DITEP)
- L'ESSOR Jean Plaquevent (ITEP, SESSAD)
- L'ESSOR Occitan (ITEP, SESSAD, CMPP)
- L'ESSOR Terres d'Armagnac (ESAT, Foyer d'hébergement, 2 SAVS, SAMSAH, FAM)
- L'ESSOR Terres de Guillaume (ESAT, Foyer d'hébergement, SASLA, SAVS)
- L'ESSOR Terres d'Albret et du Lot (ESAT, Foyer d'hébergement, SAVS, FAM)
- L'ESSOR Vêrone (IMPRO, ESAT, SESSAD, SAVS)
- Le Siège social

2.2 Faits significatifs

Par arrêté du 9 novembre 2023, le Préfet des Hauts-de-Seine a procédé à la cessation totale et définitive d'activité du CER La Maison de Malakoff. Les comptes 2023 du service incluent donc les charges liées à la fermeture (indemnités de départ des salariés et frais de résiliation des contrats).

Par ailleurs, un mandat de collaboration a été signé le 26 janvier 2023 avec l'AGERIS82, association du Tarn-et-Garonne, qui comprend un SAMSAH, un ESAT, un dispositif d'habitat inclusif et qui dispose également d'un fonds de dotation, d'une SCI et d'une entreprise adaptée. Un traité de fusion a ensuite été signé avec l'AGERIS 82 le 22 novembre 2023. Les transferts d'autorisation des activités ayant été reçus, les clauses suspensives ont été levées et la fusion est désormais effective, avec effet rétroactif au 01/01/2024.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun fait significatif postérieur à la clôture n'est à signaler hormis la fusion-absorption de l'AGERIS 82 mentionnée au point 2.2.

3.3 Changements de méthodes comptables

Il a été fait application de méthodes comptables identiques à celles de l'exercice précédent.

3.4 Principales méthodes utilisées

3.4.1 Agrégation des comptes annuels

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et à des prestations réciproques.

La gestion des comptes bancaires auprès du Crédit Coopératif d'une part et de la Banque Rothschild-Martin Maurel d'autre part, est fusionnée. Le bilan consolidé de l'association présente la compensation des disponibilités pour chacune de ces deux banques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.3 détaille les résultats par établissement.

3.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Logiciel	1 à 5 ans
Bâtiments :	
Structures et ouvrages assimilés	de 40 à 60 ans
Menuiseries extérieures	de 20 à 30 ans
Chauffage	de 20 à 30 ans
Etanchéité	de 12 à 18 ans
Ravalement avec amélioration	de 12 à 18 ans
Electricité	de 20 à 30 ans
Plomberie	de 20 à 30 ans
Installations générales, agencements, aménagements	15 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	5 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.4.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.4.4 Biens et créances reçus par legs et donations destinés à être cédés

Les dettes et provisions pour charges relatifs aux legs sont valorisées et comptabilisées. La contrepartie est constatée en « fonds reportés », présentés au passif du bilan.

A la clôture de l'exercice, la valeur correspondante des actifs et passifs acceptés et pas encore réalisés est portée en fonds reportés

3.4.5 Stocks

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées au 31 décembre 2023 d'après la valeur d'achat. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable

3.4.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

3.4.7 Subventions d'investissement sur biens renouvelables

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

3.4.8 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.4.9 Engagements retraite

A fin 2023, tous les établissements et services ont comptabilisé une provision pour départ à la retraite des personnels âgés de 59 ans et plus au 31/12/2023 selon la méthode suivante :

Année de départ prévisionnelle	Solde provision au 31/12/N
N+5	20%
N+4	40%
N+3	60%
N+2	80%
N+1	100%

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont ainsi comptabilisées en provision pour 1 861 167 € .

Le CEOP a souscrit un contrat de gestion des indemnités de fin de carrière, valorisé à hauteur de 20 947.21 € au 31/12/2023.

Cette année, l'engagement pour indemnité de fin de carrière a été évalué à 1 922 273 € avec la méthode actuarielle selon les hypothèses suivantes :

- Age de départ en retraite : 64 ans
- Rotation du personnel : 10%
- Espérance de vie : selon la table de l'INSEE 2019-2021
- Taux d'évolution annuel des salaires : 3.00%
- Taux d'actualisation : 3.17%
- Taux de charges sociales retenu : 52.5%

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	354 051				354 051
Frais de recherche et de développement	35 376				35 376
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits, licences, logiciels	405 603	9 942	18 525	3 360	400 381
Autres immobilisations incorporelles	44 673	30 955			75 628
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immob. incorp.					
TOTAL (I)	839 703	40 897	18 525	3 360	865 435
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	1 029 084	473 108			1 502 192
Constructions	49 914 006	1 516 456	1 107 327	409 915	50 733 049
Instal. techniques, mat. et outillage indus.	9 512 129	301 833	285 333	143 366	9 671 995
Autres immobilisations corporelles	23 424 657	2 048 437	1 266 269	732 231	24 939 055
Immobilisations corporelles en cours	458 148	1 076 074		- 1 235 880	298 342
Avances et acomptes sur immob. corp.	116 515	30 628	26 976	- 52 991	67 177
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	275 478				275 478
TOTAL (II)	84 730 017	5 446 535	2 685 906	- 3 360	87 487 287
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	216 510				216 510
Autres titres immobilisés	4 653 112	2 003 309	4 001 785		2 654 636
Prêts	45 804	2 635			48 439
Autres immobilisations financières	7 198 924	3 697 571	603 137		10 293 358
TOTAL (III)	12 114 350	5 703 515	4 604 922		13 212 943
TOTAL (I+II+III)	97 684 070	11 190 947	7 309 352	0	101 565 665

4.1.2 Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS	Valeur début exercice	Augmentation	Diminution	Virement poste à poste	Valeur fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	354 051				354 051
Frais de recherche et de développement	25 827	2 298			28 125
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits, licences, logiciels	341 394	41 857	18 503		364 748
Autres immobilisations incorporelles	26 907	6 821			33 728
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immob. incorp.					
TOTAL (I)	748 179	50 976	18 503		780 652
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	59 774	1 399			61 173
Constructions	29 459 335	1 879 098	1 013 033		30 325 401
Instal. techniques, mat. et outillage indus.	7 106 317	458 319	279 583		7 285 052
Autres immobilisations corporelles	15 087 934	1 592 183	1 156 206		15 523 912
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immob. corp.					
TOTAL (II)	51 713 360	3 930 999	2 448 822		53 195 537
TOTAL (I+II)	52 461 539	3 981 975	2 467 325		53 976 189

4.1.3 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
<i>Dont Donations temporaires d'usufruit</i>				
- corporelles				
<i>Dont Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
- financières		21 000		21 000
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	175 052	132 782	63 638	244 196
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres dépréciations				
TOTAL	175 052	153 782	63 638	265 196

4.1.4 Tableau des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres	Quote part Détenue	Valeurs comptables des titres	
				Brute	Nette
FILIALES (plus de 50%)					
L'ESSOR Formation	83 510	76 555	100%		83 510
L'ESSOR Services	21 000	10 072	100%		21 000
SCI Les Pierres du Social	7 622	927 304	98%		105 000
PARTICIPATIONS (moins de 50%)					
MEDICOOP 32					2 500
MEDICOOP 47					2 000
COOPEMPOI					2 500

4.1.5 Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)			-
Autres immobilisations financières		-	-
Créances art. 58 ou art. 35			-
< Dotation Globale ou Prix de journée à recevoir	66 578	66 578	-
Usagers et comptes rattachés	5 176 648	5 176 648	-
Créances reçues par legs ou donations	21 731	21 731	-
Autres créances	8 858 522	7 203 079	1 655 443
Charges constatées d'avance	407 136	407 136	-
TOTAL	14 530 614	12 875 172	1 655 443
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.6 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montants
Remboursement de formation OPCO	429 763
Solde subvention du SAIL	97 500
IJ de sécurité sociale et de prévoyance	66 571
Subvention valeur de points Fontenay	54 579
Taxe d'habitation et logement vacant	34 339
Dotation à recevoir	20 717
Divers	18 447
Assurance	18 299
Subvention ARACT Falaise	13 020
Aides Etat	9 972
TOTAL	763 206

4.1.7 Evaluation des valeurs mobilières de placement

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
9 CAT BMM	9 000 000	9 000 000		
1 CAT SG	1 000 000	1 000 000		
Total	10 000 000	10 000 000	-	-

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

NATURE DES FONDS PROPRES	Solde d'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	8 549				8 549
Fonds propres complémentaires	9 707 841				9 707 841
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	939 249				939 249
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles	17 989				17 989
Réserves des activités sociales et médico-soc.	24 576 124	2 612 106			27 188 230
Autres réserves	1 628 343				1 628 343
Report à nouveau	3 235 166	- 1 694 225		17 190	1 523 751
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 253 169	- 1 691 942		17 890	543 337
Excédent ou déficit de l'exercice	341 980	- 341 980	928 059		928 059
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	95 327	- 95 327	883 790		883 790
Situation nette (sous total)	40 455 241	575 902	928 059	17 190	41 942 012
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 447 895		26 770	200 204	3 274 461
Provisions réglementées	5 292 751		419 232	10 501	5 701 483
FONDS ASSOCIATIFS	49 195 887	575 902	1 374 061	227 895	50 917 955

4.2.2 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début exercice	Affectations de résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau sans droit de reprise					
Report à nouveau gestion libre (110 - 119)	981 997	-2 282	0	-700	980 415
Report à nouveau sous contrôle de tiers					
Report à nouveau (1150 - 11590)	6 354 304	-1 484 610	0	17 890	4 852 504
Charges rejetées	-1 889 332	-15 225			-1 904 557
Charges dont la prise en compte est différée	-2 211 803	-192 807			-2 404 610
TOTAL	3 235 166	-1 694 925	0	17 190	1 523 751

4.2.3 Résultat effectif des établissements et services

Pôles	Etablissements / antennes	Résultat comptable	Provision CP à retraiter	Reprise Résultat N-2	Autres reprises	Impôt sur les sociétés	Résultat à affecter
PROTECTION DE L'ENFANCE	MECS Quennessen	- 712 615,03	5 133,10				- 707 481,93
	SAED Neuilly-sur-Seine	105 052,26	- 6 734,99				98 317,27
	Centre maternel Courbevoie	332 290,02	- 710,95				331 579,07
	AEAD-AEMO	638 236,57	- 59 694,41	500 858,00			1 079 400,16
	Prévention spécialisée	241 036,69	- 8 357,90				232 678,79
	CER Malakoff	97 482,43	- 26 285,44				71 196,99
	SAIL*	26 720,08					26 720,08
	MECS DEMY	- 623 582,83	2 405,92		91 287,24		- 529 889,67
	MECS Toulouse	- 424 650,29	14 571,04	304 661,28	10 646,59		- 94 771,38
	DAD Toulouse	- 28 843,15	7 990,85	50 000,00			29 147,70
	Centre maternel Paris	267 273,03	3 234,22	- 4 227,29	18 991,66		285 271,62
TOTAL PROTECTION DE L'ENFANCE		- 81 600,22	- 68 448,56	851 291,99	120 925,49		822 168,70
PACA	DITEP La Forêt	93 123,22					93 123,22
	ITEP 77	170 078,31					170 078,31
IDF	DITEP Clairvaï	1 076 087,53					1 076 087,53
	EAM Fontenay hébergement	- 64 413,68			20 281,00		- 44 132,68
	EAM Fontenay soins	- 80 352,74					- 80 352,74
	SESSAD Paris	32 769,98					32 769,98
	SESSAD CEOP	96 463,99			1 521,57		97 985,56
	IME CEOP	148 689,46			3 550,31		152 239,77
ARA	DITEP Jeanne de Lestonnac	69 581,86					69 581,86
OCCITANIE	ITEP Jean Plaquevent	213 485,28		50 000,00			263 485,28
	SESSAD Jean Plaquevent	- 97 803,15					- 97 803,15
	ITEP Occitan	166 519,77		368 288,75			534 808,52
	SESSAD Occitan	80 208,22					80 208,22
	CMPP Occitan	- 27 737,10					- 27 737,10
	ITEP La Grande Allée	73 456,99		50 000,00			123 456,99
	SESSAD La Grande Allée	- 13 127,46		34 550,82			21 423,36
	ESAT social Monguilhem	- 16 057,81					- 16 057,81
	ESAT commercial Monguilhem*	- 12 061,21			744,00		- 11 317,21
	Foyer d'hébergement Monguilhem	- 219 000,73	- 5 384,85		6 646,29		- 217 739,29
	SAVS Auch	- 28 598,14	4 092,64				- 24 505,50
	SAMSAH Auch	- 4 281,51	1 379,58	24 447,97	11 369,58		32 915,62
	SAVS Cazaubon	47 972,76	2 240,26				50 213,02
	FAM L'Oustalou hébergement	- 128 499,53	- 12 044,62				- 140 544,15
	FAM L'Oustalou soins	- 17 594,12	- 541,35				- 18 135,47
NOUVELLE AQUITAINE	ESAT social Mézin	- 26 095,07	13 331,22				- 12 763,85
	ESAT commercial Mézin*	- 50 638,26			17 113,31		- 33 524,95
	Foyer d'hébergement Mézin	- 87 591,11	8 764,89				- 78 826,22
	SAVS Mézin	- 4 856,66	- 5 960,11	3 266,12	3 000,00		- 4 550,65
	FAM Castelmoron hébergement	- 366 759,40	16 747,59		47 216,50		- 302 795,31
	FAM Castelmoron soins	17 846,22	11 256,18				29 102,40
	IMPRO Vêrone	- 161 181,07	- 1 805,22	177 482,00			14 495,71
	ESAT social	- 23 614,27	896,59	7 891,00			- 14 826,68
	ESAT commercial*	12 277,35			10 482,04		22 759,39
	SESSAD Forma Pro	16 440,44	424,69	50 638,00			67 503,13
	SAVS	553,89	402,00				955,89

Pôles	Etablissements / antennes	Résultat comptable	Provision CP à retraiter	Reprise Résultat N-2	Autres reprises	Impôt sur les sociétés	Résultat à affecter
NORMANDIE	ESAT social Falaise	122 757,32	12 355,07	30 000,00	4 005,31		169 117,70
	ESAT commercial Falaise*	- 18 446,82					- 18 446,82
	Foyer d'hébergement Falaise	- 165 387,73	- 1 846,63	- 10 381,17			- 177 615,53
	SAVS Falaise	- 10 491,04	308,58				- 10 182,46
	SASLA Falaise	- 29 745,31	1 744,51				- 28 000,80
TOTAL MEDICO-SOCIAL		783 978,67	46 361,02	786 183,49	125 929,91		1 742 453,09
SIEGE	Direction Générale	188 273,36	36 132,78		4 402,61	- 49 011,00	179 797,75
	Gestion propre*	- 6 380,64				- 13 977,00	- 20 357,64
TOTAL SIEGE SOCIAL		181 892,72	36 132,78		4 402,61	- 62 988,00	159 440,11
	Section de retraitement comptable*	106 775,97					106 775,97
TOTAL ASSOCIATION L'ESSOR		991 047,14	14 045,24	1 637 475,48	251 258,01	- 62 988,00	2 830 837,87
dont ESMS sous gestion contrôlée		932 800,67	14 045,24	1 637 475,48	222 918,66	- 49 011,00	2 758 229,05
dont gestion non contrôlée*		58 246,47			28 339,35	- 13 977,00	72 608,82

4.2.4 Fonds reportés liés aux legs et donations

FONDS REPORTES	Solde en début d'exercice	Augmentations exercice	Diminutions exercice	Virement compte à compte	Solde en fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs	297 209				297 209
Fonds reportés liés aux donations					0
TOTAL	297 209	0	0	0	297 209

4.2.5 Tableau de suivi des fonds dédiés par nature

Variation des fonds dédiés issus de :	Solde début d'exercice	Affectations de résultat et virements compte à compte	Reportis	Utilisations		A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursements	Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	6 000			5 810		190	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités							
Projets d'investissements	9 129 729	3 525	114 675	589 747		8 658 182	1 668 910
Projets d'exploitation	770 505	- 7 997	141 246	224 583		679 171	296 210
Contributions financières d'autres organismes	188 252		21 595	1 223		208 624	178 751
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement							
Fonds dédiés sur autres ressources							
Total	10 094 486	- 4 472	277 516	821 364		9 546 166	2 143 871

4.2.6 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début d'exercice	Affectations de résultat et virements compte à compte	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques	887 138	- 427 603	372 834	370 207	462 162
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	2 539 202	- 460 228	530 345	471 106	2 138 214
Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir	34 735			22 504	12 231
Autres provisions pour charges	208 143	62 974	21 600	41 769	250 947
TOTAL	3 669 218	- 824 857	924 779	905 586	2 863 554

4.2.7 Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	7 117 871	497 542	1 885 277	4 735 053
Emprunts et dettes financières divers (1)	14 913	14 913		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	185 793	185 793		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 083 390	2 083 390		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	7 525 821	7 525 821		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	337 681	337 681		
Autres dettes	2 630 879	2 630 879		
Produits constatés d'avance	203 198	203 198		
TOTAL	20 099 547	13 479 218	1 885 277	4 735 053
(1) Montants :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	526 449			

4.2.8 Détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montants
Salaires et SDTC CER	241 977
Avis à tiers détenteur salariés	112 733
Charges de personnel détaché	77 197
Formations reportées	72 635
Impôts locaux	35 241
Indemnité retraite au 31/12/2023 Saint Ignan	22 448
Régularisations de paie	16 716
JRTT et heures supplémentaires	13 391
Divers	1 525
TOTAL	593 864

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Charges et produits exceptionnels

Détail des charges	Montants
Dotation aux provisions sur plus-value de cession d'actif	419 232
VNC des actifs cédés	58 367
VNC des actifs mis au rebut	178 739
Autres charges exceptionnelles (exercice antérieur, régularisations diverses, ...)	306 585
TOTAL	962 922

Détail des produits	Montants
Cession d'actifs immobilisés	587 542
Quote-part de reprise de subvention d'investissement	200 204
Reprise sur amortissements dérogatoires	10 501
Autres produits exceptionnels (exercice antérieur, régularisations diverses, ...)	342 435
TOTAL	1 140 682

RESULTAT EXCEPTIONNEL	177 760
------------------------------	----------------

5.2 Tableau de suivi des legs, donations et assurances vie

Détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » figurant au compte de résultat :

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie et autres produits financiers	21 209
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'art. 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Frais d'actes et autres charges	
Report en fonds reportés liés aux legs et donations.	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	21 209

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature

- Mise à disposition du personnel à titre gratuit pour un montant de 1 394 079 € (ont été valorisés les enseignants des ITEP mis à disposition de l'Education Nationale).
- Mise à disposition de locaux à titre gratuit pour un montant de 232 599 € évalués sur la base du nombre de m² multiplié par 10% de la valeur locative du territoire.

6.2 Engagements hors bilan

6.2.1 Garanties d'emprunt

Dettes garantie	Nature de la garantie	Montant
02-01 Emprunt de 180 000 € souscrit en 2007 sur 20 ans	Sogama - 20 %	15 670
03-01 Emprunt de 580 000 € souscrit en 2005 sur 20 ans	Garantie Sogama à hauteur de 70%	124 433
03-01 Emprunt de 1 122 200 € souscrit en 2009 sur 20 ans	Hypothèque	1 122 200
04-08 Emprunt de 369 355 € souscrit en 2014 sur 25 ans	Département du Lot et Garonne	308 531
05-04 Emprunt de 70 000 € souscrit en 2013 sur 20 ans	Garantie Sogama à hauteur de 50%	25 085
08-06 Emprunt de 42 000 € souscrit en 2007 sur 20 ans	Garantie solidaire Ville de Mézin	18 301
11-05 Emprunt de 473 423 € souscrit en 2020 sur 20 ans	Compagnie Européenne de Garantie - 75 %	346 914
11-08 Emprunt de 457 500 € souscrit en 2009 sur 25 ans	Hypothèque	457 500
11-08 Emprunt de 1 566 192 € souscrit en 2009 sur 25 ans	Hypothèque	1 566 192
12-22 Emprunt de 300 000 € souscrit en 2020 sur 20 ans	Cautiion compagnie européenne de Garantie à hauteur de 75%	219 833
15-01 Emprunt de 144 000 € souscrit en 2004 sur 20 ans	Cautiion SACCEF - 75%	108 000
20-13 Emprunt de 111 000 € souscrit en 2014 sur 8 ans	Garantie Sogama à hauteur de 70%	77 700
28-08 Emprunt de 5 313 061 € souscrit en 2012 sur 30 ans	Département de l'Essonne	5 313 061

Créances garanties	Nature de la garantie	Montant
Emprunt de la SCI Les Pierres du Social de 231 000 € souscrit en 2020 sur 20 ans	Nantissement de titres financiers de L'ESSOR	115 500
Emprunt de la SCI Les Pierres du Social de 235 000 € souscrit en 2020 sur 20 ans	Nantissement de titres financiers de L'ESSOR	117 500
Emprunt de la SCI Les Pierres du Social de 191 305 € souscrit en 2020 sur 20 ans	Nantissement de titres financiers de L'ESSOR	95 653

6.2.2 Crédits confirmés

L'association souscrit des crédits confirmés auprès du Crédit Coopératif. Les crédits confirmés suivants n'ont pas été levés en fin d'exercice et n'apparaissent donc pas au passif :

Crédits confirmés non levés au 31/12	Capital restant au 31/12/2023
23-16 CC de 375 000 € souscrit en 2009 sur 20 ans	112 472
23-16 CC de 190 819 € souscrit en 2012 sur 20 ans	83 493
00-11 CC de 452 951 € souscrit en 2009 sur 20 ans	113 231
08-06 CC de 93 075 € souscrit en 2016 sur 15 ans	57 022

6.3 Effectif au 31/12/2023

Type de contrat	Nb de salariés			ETP
	Cadres	Non cadres	Total	Total
CDI	197	823	1 020	943
CDD	4	44	48	35
Maîtres intégrés	-	9	9	9
Autres contrats	1	30	31	31
			-	
TOTAL	202	906	1 108	1 018

6.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 88 201 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont :

- 88 201 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes
- 0 € au titre des Services autres que la certification des comptes (SACC)

6.5 Information sur les rémunérations des dirigeants

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés, visés à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, n'ont perçu aucune rémunération et aucun avantage en nature en 2023.